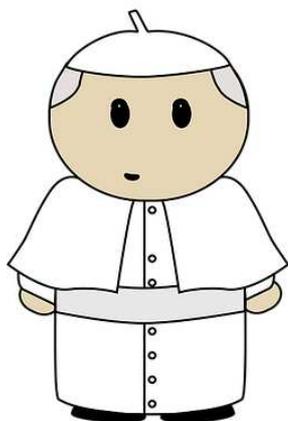


CHSCT du 5 juin 2018

Dans sa liminaire, Solidaires Finances a dénoncé les suppressions d'emplois qui constituent la cause principale de la dégradation des conditions de travail, de la souffrance au travail. Ainsi que la future fusion CHSCT-CTL qui serait un recul social pour tous les agents.

Lors de cette instance, nous avons traité des Programme Annuel de Prévention (PAP) des 4 administrations qui dépendent de notre CHSCT. Les 2 principaux problèmes rencontrés sont les Risques PsychoSociaux (RPS) et le matériel. Pour rappel, le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP), réalisé et mis à jour annuellement par chaque chef de service, répertorie l'ensemble des risques professionnels, RPS compris, auxquels sont exposés les agents, afin d'organiser la prévention au sein du PAP.

Votes des PAP :



DDFIP :

Solidaires Finances a voté **ABSTENTION** concernant le PAP de la DGFIP car le cadre PAP ne permet pas de traiter les causes des problèmes répertoriés puisqu'ils sont regroupés par typologie (par exemple : sur les sites, on ne peut différencier les RPS dus à la charge de travail, de ceux dus à la pression par l'encadrement). 11,76 % des risques concernent les RPS,

alors que dans le DUERP on les dénombre à hauteur de 32,34 %.

Nous avons demandé la création de :

- Un stage pour les chefs de services leur permettant de détecter un agent en difficulté car c'est le 1er maillon de la chaîne, celui qui voit l'impact des méthodes de travail imposées, c'est aussi un encadrant qui subit une pression et qui doit être formé pour ne pas repercuter la pression qu'il subit.

- Une cellule dédiée à l'accompagnement des agents en difficultés qui leur permettrait de tirer la sonnette d'alarme et se sentir soutenus, écoutés,... et qui pourrait mettre en place des solutions, mais surtout qu'elle ne soit pas qu'une vitrine vide qui serve à communiquer sur les RPS dans le 77... cette cellule prendrait en considération tous le champ de la souffrance au travail (problèmes relationnels avec un collègue ou le responsable hiérarchique, démotivation, agression, addiction, difficultés financières...).

- La mise en place d'Espaces De Dialogue (EDD)*.

- Nous avons aussi demandé l'extraction régulière des indicateurs du TBVS (Tableau de Bord de Veille Social) afin d'avoir le reflet de certains mal-

être le plus rapidement possible (via les arrêts maladies, badgeages...). Ce pourrait aussi être le rôle de la cellule dédiée.

Douanes :

Solidaires Finances a voté **POUR** le PAP des Douanes (Paris-Est) car il reflète exactement ce qui a été dit lors des groupes de travail (pour le DUERP et le PAP), il explique bien les risques et les solutions de prévention proposées. Les RPS sont bien pris en compte et les solutions et améliorations possibles correspondent aux desideratas des douaniers.

ENFIP :

Solidaires Finances a voté **ABSTENTION** sur ce PAP. La moitié du PAP de l'ENFIP concerne les stagiaires, sur 197 stagiaires seuls 8 ont répondu, ce PAP ne reflète donc pas la réalité. Le manque d'effectif au CIP de Noisiel n'est pas lié aux suppressions de postes mais à des postes vacants.

De ce fait, les RPS sont minimisés il y aurait actuellement un gros souci d'infantilisation, de charge de travail. La réponse apportée est que les problèmes doivent être abordés lors des conseils de promotion sauf que lors de ces conseils, aucune réponse ou solution concrète ne sont données aux stagiaires !

Là encore, Solidaires Finances demande la création d'une cellule d'accompagnement.

DNID (Direction Nationale d'Interventions Domaniales) magasin de Croissy-Beaubourg :

Solidaires Finances a voté **POUR** le PAP de la DNID. Le seul problème relevé est le plan d'évacuation qui n'est plus à jour suite à des travaux réalisés en 2016, mais la typologie du bâtiment fait que le chemin d'évacuation est simple. Ce problème de plan figurait déjà au PAP de 2016-2017, il semble que la direction tarde à faire le nécessaire.

*Les espaces de dialogue (EDD) sont un espace d'expression et d'échange sur le lieu de travail, pendant le temps de travail, à propos de des conditions de vie au travail et sur l'organisation du travail en vue de faire émerger des pistes d'amélioration.

DDFIP - Transfert des missions foncières de Meaux vers les SIP de Meaux, Lagny, Noisiel et Chelles :

Solidaires Finances a voté **CONTRE** ce projet car les agents sont toujours en demande d'informations sur l'organisation en cours, nous avons déjà soulevé les problèmes lors d'un précédent CTL (formation, missions qui arrivent avec des agents non formés, des usagers qui n'auront pas forcément tous les renseignements ce qui pourrait engendrer de l'agressivité à l'accueil, le manque d'organisation et de communication envers les agents...).

Quelles sont les décisions prises concernant l'organisation par le Comité de Pilotage (Copil) ?

Les agents se sentiront très seuls surtout à Noisiel où Chelles car non expérimentés puisque les emplois sont transférés sans les collègues qui ne suivent pas leur mission... comment vont-ils faire pour répondre sans les connaissances « métiers » ? Qui ira en CCID ? Les agents de Meaux ? Les agents de Noisiel ? Sur les horaires de plages fixes et décomptés comment ? Tellement de questionnements et source d'inquiétudes...

Les agents qui restent sur Meaux ne seraient pas assez nombreux pour traiter la charge de travail restante.

Nous ne savons rien de l'accueil téléphonique et physique, de ce qui est prévu **CONCRETEMENT** par la direction pour palier toutes les difficultés évoquées...

Des courtes formations de 2 jours seront données en local, Solidaires Finances a demandé à ce que ces formations aient lieu sur Meaux et non sur Melun.

Concernant ce sujet, nous n'avons toujours pas de réponses concrètes.

La direction nous a confirmé que le but de ce transfert est de tenir les effectifs de nos SIP à plus de 25 personnes, car avec le PAS (Prélèvement A la Source) et la disparition de la TH (Taxe d'Habitation) nos petits SIP (Service Impôts des Particuliers) sont en danger.

DOUANES - Transfert de la gestion et du contrôle des 3 TIC (Taxes Intérieures de Consommation) du bureau de Rungis vers le pôle énergies du bureau de Paris principal :

Il s'agit d'un service central à Paris (bureau de Paris-Principal (75019) situé au VITALYS) qui va reprendre la TICPE sur les carburants (taxes intérieures de consommation sur le gaz, le charbon et l'électricité) du bureau de douanes de Rungis. Deux postes actuellement vacants, y seront transférés, cela concerne donc des « chaises » et non des agents. Les effectifs réels actuels de Rungis restent alors inchangés (5 agents).

Lorsque le dossier de remboursement est déposé (rapport à la fiscalité énergétique), un délai imparti est imposé pour donner une réponse. Si ce délai n'est pas respecté, et si la Douane ne donne pas de réponse, cela vaut réponse négative. Ce délai est tout



simplement impossible à respecter : explosion du nombre de dossiers à traiter du fait d'un changement de législation en 2016, la complexité et manque de personnel. Si la réponse donnée est négative (délai de réponse non respecté), alors que le dossier aurait pu

être validé, l'utilisateur peut aller au tribunal et gagner en demandant des dommages et intérêts, ce qui peut représenter (outre le dossier de remboursement), un coût important. Dans tous les cas, c'est la responsabilité du directeur régional qui est engagée.

Solidaires Finances espère que les collègues de Rungis verront leurs conditions de travail améliorées du fait du transfert de cette charge de travail devenue difficile à assumer. Mais est-ce que ce projet ne cache pas l'envie de nationaliser et centraliser les services et une porte ouverte au transfert de cette mission fiscale à la DGFIP au même titre que le réseau comptable ?

DDFIP – Point sur le SIA :

- Le SIA a ouvert le 29 mai, dans les anciens bureaux des RH de la DDFIP 77 (dans l'attente d'aller dans les bureaux prévus à Chamblain) ;
- L'ouverture du SIA s'est faite avec 10 agents : 1 A+, 1A et 8 B et C qui gèrent 4 500 personnes pour le moment ;
- Le site définitif (Chamblain) sera occupé dès le 20 juin 2018 ;
- Les nouveaux agents arriveront le 1^{er} septembre 2018 ;
- Les organisations syndicales ne pourront visiter le site qu'après septembre, le temps que tout le monde prenne ses marques et soit formé ;
- 16 jours de formation sont prévus, les sessions seront organisées à Melun au sein même du SIA dans la salle de réunion.

L'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail) fait remarquer qu'il y a un problème d'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) qui n'a pas été pris en compte par la centrale pour les travaux. La direction répond que l'accessibilité PMR n'est pas obligatoire dans la rénovation du site car justement il ne s'agit que de rénovation et que la réglementation impose aux directions d'avoir au moins un site sur la résidence avec un accès PMR (Melun Cité administrative et le site de l'avenue Thiers disposent d'un accès PMR).

Solidaires Finances a demandé à la direction ce qu'elle avait prévu si un agent handicapé postulait au SIA. La direction a répondu qu'il n'y avait pas de problème car les agents du SIA étaient des agents affectés Melun-Direction et qu'ils pourraient être déplacés dans un autre service !

Même réponse dans le cas d'un agent qui se retrouverait en situation de handicap, après son affectation au SIA.

Solidaires Finances a dénoncé cette discrimination.

Projets de dépenses :

☛ Les dépenses validées :

DDFIP :

- Meaux, réfection du sol à côté de la salle des archives, pose de deux portes coupe-feu au PCE et installation de panneaux acoustiques à l'accueil ;
- Pose de synthèses vocales (indication ouverture des portes) à Nemours et à la trésorerie de Lagny ;
- Provins, remplacement des garde-corps sur les terrasses ;
- Lagny, rénovation des toilettes RDC/1er et 2ème étage, pose de nez de marches et de bandes podotactiles.

Douanes :

- Rungis, pose de nez de marches et d'un lavabo PMR ;
- Aulnay-sous-Bois, pose de stores et achat de lampadaires ;
- Croissy-Beaubourg, éclairage extérieur et déplacement d'un thermostat, peinture et éclairage vestiaires.

ENFIP :

- Climatisation salles de cours 215 et 216 et automatisation des portes sur les accès 2° et 3° étages, escaliers C et F réservés aux stagiaires et ensemble du personnel.

Divers achats pour stock CHSCT :

- Divers matériels (souris verticales, fauteuils ergonomiques, lampadaires daylight...)

☛ Les dépenses en attente :

DDFIP :

- Lagny, remplacement du revêtement de sol dans 4 bureaux du PCE ;
- Claye Souilly, automatisation de la porte entrée public.

Questions diverses :

Un poste de la cellule CSP de Montereau va être transféré en septembre ce qui occasionnera du travail à distance alors que la note sur le contrôle fiscal s'applique en janvier 2019. Solidaires Finances demande à ce que l'agent concerné soit contacté par la direction et rassurer sur son devenir sur le site.

Le président a dit que la direction allait prendre contact avec cet agent.

Prochains CHSCT :

- GT : 18 septembre
- GT : 20 novembre
- SP : 2 octobre
- SP : 11 décembre

N'oubliez pas de nous communiquer vos fiches de signalement.

